

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(96)/ST/124

12 décembre 1996

(96-5306)

CONFERENCE MINISTERIELLE  
Singapour, 9-13 décembre 1996

Original: anglais

## MYANMAR

Déclaration de S.E. M. Tun Kyi  
Ministre du commerce

Au nom du gouvernement de l'Union du Myanmar et en mon nom personnel, je tiens à vous féliciter de votre élection à la présidence de la première Conférence ministérielle de l'OMC.

Au cours de ces derniers jours, vous nous avez donné maintes preuves de votre perspicacité et de votre compétence en parvenant à surmonter quelques-unes des difficultés et à rapprocher les points de vue des délégués sur plusieurs problèmes.

La délégation du Myanmar apprécie énormément tout ce que vous avez fait pour réaliser les objectifs de la Conférence et vous en remercie. Nous sommes fermement convaincus que tôt ou tard un consensus pourra se dégager sur les questions qui restent à régler, si tous les pays Membres de l'OMC coordonnent leurs efforts. Soyez assuré de la pleine coopération de la délégation du Myanmar.

Permettez-moi d'exprimer ma profonde gratitude et mes sincères remerciements au gouvernement et au peuple de Singapour pour l'accueil chaleureux et cordial qu'ils nous ont réservé dès notre arrivée, ainsi que pour l'excellente organisation qu'ils ont mise en place en vue de cet événement exceptionnel.

Je saisis aussi cette occasion pour remercier vivement le Directeur général et le Secrétariat de l'OMC des efforts inlassables qu'ils ont déployés pour que cette Conférence ministérielle ait lieu.

En venant participer à cette Conférence, nous avons trois objectifs principaux, qui sont les suivants:

- évaluer l'état d'avancement de la mise en oeuvre des engagements que nous avons pris en vertu des Accords et Décisions de l'OMC;
- participer aux négociations en cours et établir le programme de travail futur;
- examiner l'évolution du commerce mondial.

En d'autres termes, nous sommes venus à cette réunion afin de confirmer les engagements que nous avons souscrits aux termes des Accords du Cycle d'Uruguay en vue d'étendre le système commercial multilatéral à l'ensemble des échanges internationaux.

Nous croyons fermement à la libéralisation du commerce et nous voulons un commerce libre et équitable dans le monde entier. Le Myanmar a abandonné l'économie planifiée en 1988 pour passer à une économie de marché. Il a éliminé ou réduit chaque fois que possible les obstacles techniques

./.

au commerce. Les entreprises locales et étrangères sont encouragées à participer à la nouvelle structure économique et à développer leurs activités au Myanmar.

Ce programme de libéralisation a permis de faire remonter sensiblement le taux de croissance moyen du PIB, puisqu'il a augmenté de 8,2 pour cent au cours du dernier Plan quinquennal, ce qui est bien supérieur à l'objectif de 5,1 pour cent qui avait été fixé. En outre, la croissance des exportations a enregistré un gain de plus de 18 pour cent, et l'investissement étranger s'est chiffré à plus de 5 milliards de dollars EU.

Ces indicateurs positifs montrent que le développement économique du Myanmar peut contribuer dans une certaine mesure à accroître la globalisation et la libéralisation du commerce international. Le Myanmar va aussi participer activement au développement économique de la région asiatique.

J'en viens à présent aux principales questions traitées dans cette Conférence ministérielle. Si les Etats membres, et notamment les pays développés signataires, ne mettent pas en oeuvre les engagements qu'ils ont pris, l'OMC demeurera une organisation faible.

La crédibilité et la force de l'OMC dépendent entièrement de la réussite de la mise en oeuvre des Accords du Cycle d'Uruguay. Il nous reste encore quelques questions à régler. Comme vous le savez tous, la négociation est un processus de concessions mutuelles. Nous vivons dans un monde marqué par les différences de culture, de situation sociale et politique, et de développement industriel et économique. Compte tenu de ces considérations, il faudrait s'efforcer d'arriver à un consensus sur les questions non réglées.

La délégation du Myanmar est très soucieuse de voir les Accords de l'OMC mis en oeuvre complètement et rapidement dans chaque secteur.

Nous sommes pleinement conscients du fait que l'investissement étranger direct joue un rôle important dans le développement industriel et économique des pays en développement. Les apports de capitaux et de technologies peuvent contribuer à accroître la production manufacturière, l'emploi, la production de marchandises et de services pouvant être exportés, ainsi que les recettes d'exportation, et ils peuvent avoir bien d'autres avantages. Cependant, à notre avis, c'est grâce à la surveillance et à la coopération du pays hôte en matière de réglementation qu'il est possible d'obtenir un rendement maximum de l'investissement étranger direct. Dans l'étude et l'élaboration de disciplines en vue de la mise au point d'un accord multilatéral sur l'investissement, il faudrait tenir dûment compte de la politique nationale et des lois sur l'investissement des Etats membres.

Toute tentative pour établir un lien entre les normes du travail et le commerce aura des effets négatifs sur la promotion du libre-échange. En d'autres termes, un lien entre les normes du travail et le commerce sera préjudiciable au bon fonctionnement de l'OMC. A notre sens, l'Organisation internationale du travail (OIT) est l'organe le plus approprié pour examiner ces questions.

En tant que Membre fondateur du GATT et de l'OMC, nous attachons une grande importance au programme de travail futur de l'OMC, qui pourra contribuer à accroître la libéralisation dans le nouveau système commercial mondial et à assurer de meilleurs débouchés à tous les pays.

En conclusion, je tiens à souligner que nous sommes fermement convaincus que la prospérité du monde dépend essentiellement d'un système commercial multilatéral ouvert, libre, juste et équitable. En conséquence, nous avons besoin d'une meilleure coordination des politiques pour préserver, maintenir et renforcer le système commercial de l'OMC qui permettra aux échanges de s'effectuer librement entre nations. Nous devons être réalistes et c'est à nous qu'il appartient de développer et de renforcer encore le système commercial multilatéral dans la famille des nations. Le Myanmar, pour sa part, a choisi cette voie et y restera pour que puisse s'ouvrir une nouvelle ère commerciale.